



La croissance de l'économie belge devrait s'établir à -0,1% en 2012 et à 0,7% en 2013

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie.

Une faible croissance du PIB en 2013 dans la zone euro...

Depuis le second trimestre de 2011, la croissance économique dans la zone euro est affectée par le ralentissement de la croissance mondiale et, surtout, par la crise de la dette. L'activité économique y a fléchi au cours du quatrième trimestre de 2011 et du second trimestre de 2012. Au sein de la zone euro, les écarts de croissance sont considérables. En effet, certains pays font face à une récession sévère et à d'importants problèmes budgétaires, tandis que d'autres sont préservés et connaissent une activité économique qui semble mieux résister. Toutefois, ces derniers ne sont pas restés imperméables aux incertitudes pesant sur l'avenir de la zone euro et à la détérioration des perspectives de croissance dans le reste du monde, comme le recul des indicateurs de confiance en témoignent. L'économie de la zone euro dans son ensemble devrait donc continuer à se contracter au cours du troisième trimestre. En conséquence, on devrait enregistrer, sur base annuelle, une baisse du PIB en volume de 0,5% en 2012.

Ce n'est que dans le courant de l'année 2013 que l'activité économique de la zone euro se redresserait légèrement, à l'instar de la conjoncture internationale, et pour autant que la crise de l'euro ne s'aggrave pas. La croissance du PIB ne devrait toutefois pas dépasser 0,3% en 2013.

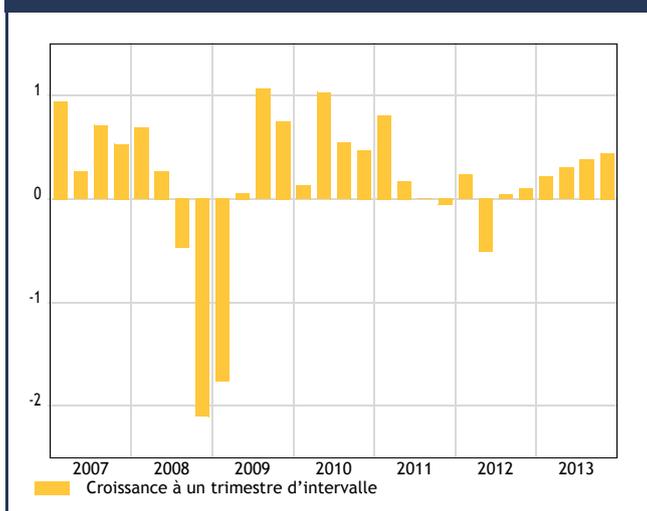
Le scénario international reste extrêmement incertain. L'efficacité avec laquelle la crise de l'euro sera résolue sera déterminante pour le rétablissement de la confiance des investisseurs, des producteurs et des consommateurs. Une nouvelle perte de confiance peut mettre à mal le scénario de référence qui table sur une reprise timide de l'économie européenne.

... se traduisant par une reprise modérée de l'économie belge

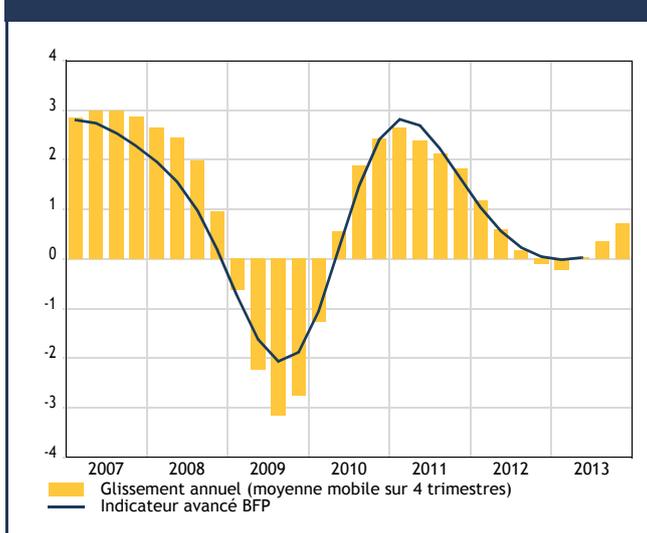
En Belgique, l'activité économique fléchirait légèrement en 2012 (-0,1%) compte tenu de la conjoncture européenne défavorable et des mesures budgétaires. En considérant l'évolution récente de la confiance des consommateurs et des entrepreneurs, elle devrait se

stabiliser au troisième trimestre, après avoir enregistré un net recul au cours du second trimestre. A partir du quatrième trimestre de 2012, la croissance du PIB s'accélérerait progressivement dans le sillage d'une reprise timide de l'économie de la zone euro, ce qui se traduirait par une croissance économique de 0,7% en 2013.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Les exportations belges ont encore affiché un taux de croissance soutenu au premier trimestre 2011, mais ont ensuite ralenti en raison de la dégradation de la conjoncture internationale. Alors qu'elle s'élevait encore à 5,5% en 2011, la croissance annuelle des exportations deviendrait négative en 2012, à concurrence de -0,9%. A l'instar des débouchés extérieurs, les exportations augmenteraient légèrement à partir du quatrième trimestre de 2012, affichant une croissance moyenne de 2% en 2013. Depuis 2011, la balance extérieure courante affiche un déficit en raison du prix élevé du pétrole (exprimé en euro) et de la faible croissance en volume des exportations.

En 2011, le revenu disponible réel des ménages a baissé de 0,8%. Cette baisse est en grande partie due à un recul des revenus de la propriété et à une accélération de l'inflation. En revanche, la consommation privée est restée stable (+0,2%) grâce à une baisse significative du taux d'épargne. Le pouvoir d'achat devrait continuer à reculer en 2012 (-0,8%) en raison de la faible conjoncture et des mesures budgétaires, pour croître légèrement en 2013 (0,7%). Depuis la mi-2011, la confiance des consommateurs est fortement entamée, à cause notamment des craintes d'une augmentation du chômage. Par conséquent, en 2012 et 2013, la consommation privée évoluerait davantage en parallèle avec le revenu disponible (-0,5% en 2012 et +0,5% en 2013).

Les investissements des entreprises ont connu une évolution dynamique de la mi-2010 à la mi-2011 ce qui, bien qu'ils aient marqué le pas au second semestre, a porté leur taux de croissance annuel à 8,6% en 2011. Des perspectives de débouchés décevantes ont entamé la confiance des entrepreneurs et, en 2012, ces derniers devraient rester prudents, bien que leur activité d'investissement ait été plus favorable que prévu au premier semestre. Pour cette raison, les investissements des entreprises enregistreraient cette année une croissance modérée de 0,9%. En 2013, ils devraient progresser de 1,6%.

En 2012, les ménages réduiraient sensiblement leurs investissements en logements pour la deuxième année consécutive (-3,8%, contre -5,3% en 2011). Les effets favorables de la réduction temporaire de la TVA (2009-2010) se sont en effet dissipés, le revenu disponible réel des ménages a diminué au cours des deux années et le climat économique incertain a entamé leur confiance. Etant donné les conditions de financement actuellement favorables pour les crédits hypothécaires, on s'attend à une reprise modérée (1%) des investissements des ménages en 2013.

Si l'on tient compte de l'ensemble des mesures connues, la croissance annuelle en volume de la consommation publique devrait s'établir à un peu plus de 1% en 2012 et en 2013. La croissance des investis-

sements publics (5,3% en 2011 et 8,4% en 2012) résulte largement des travaux d'infrastructure par les pouvoirs locaux. En 2013, les investissements des administrations publiques devraient reculer d'un peu plus de 8%.

Le chômage augmente

En 2011, l'emploi intérieur a encore sensiblement progressé : l'augmentation nette a atteint près de 62 000 unités en moyenne annuelle. Compte tenu de la faible conjoncture en 2012, l'emploi s'est contracté au premier trimestre 2012 et il ne devrait repartir à la hausse qu'au début 2013 sous l'impulsion d'une reprise de l'activité économique. En moyenne annuelle, l'emploi intérieur augmenterait toutefois de 11 000 unités en 2012 puisque le profil trimestriel de 2011 offre un point de départ favorable. Il progresserait à nouveau de 13 700 unités en 2013. Sur la période 2012-2013, près de la moitié des créations nettes d'emploi serait attribuable à la progression du nombre d'emplois tertiaires-services.

En 2011, l'emploi a progressé plus rapidement que la population active ; le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) a ainsi diminué de 26 000 unités en moyenne. En revanche, leur nombre devrait augmenter de 9 100 unités en 2012 et de 24 000 unités en 2013. En conséquence, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 7,2% en 2011 à 7,4% en 2013.

L'inflation ralentit et s'établit à 1,8% en moyenne en 2013

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, fléchirait de 2,9% en 2012 à 1,8% en 2013. Ce ralentissement s'explique en grande partie par une légère baisse du cours du pétrole brut. En outre, l'effet inflationniste en 2012 (de près de 0,2 point de pourcentage) de plusieurs mesures fiscales n'affecte plus, à partir du début 2013, la croissance à un an d'intervalle des prix à la consommation.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, passerait de 2,7% en 2012 à 1,9% en 2013. L'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (119,62) serait dépassé en novembre 2012. L'indice pivot suivant (122,01) ne serait pas dépassé en 2013.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge**Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires**

	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale des particuliers	2,7	0,2	-0,5	0,5
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0,7	0,8	1,1	1,2
Formation brute de capital fixe	-1,4	4,1	0,2	0,6
Dépenses nationales totales	1,7	1,8	-0,3	0,6
Exportations de biens et services	9,6	5,5	-0,9	2,0
Importations de biens et services	8,9	5,6	-1,1	1,9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,7	0,0	0,2	0,1
Produit intérieur brut	2,4	1,8	-0,1	0,7
Indice national des prix à la consommation	2,2	3,5	2,9	1,8
Indice santé	1,7	3,1	2,7	1,9
Revenu disponible réel des particuliers	-1,2	-0,8	-0,8	0,7
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	15,4	14,4	14,1	14,2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	30,8	61,6	11,0	13,7
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8,3	7,2	7,2	7,4
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	1,4	-1,0	-1,1	-1,0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132,7	139,2	127,2	125,8
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0,8	1,4	0,6	0,3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3,4	4,2	3,0	2,5